

B — La participation publique

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, le fédéralisme est souvent louangé parce qu'il accroît les possibilités d'une participation publique importante. Il y parvient surtout de deux façons. Premièrement, conformément au principe de l'autonomie (la subsidiarité), il ramène le pouvoir « près du peuple ». On suppose que la politique au niveau local est plus accessible aux citoyens, pour plusieurs raisons. Il est nettement plus facile pour quelqu'un qui souhaite répandre un point de vue en particulier, d'atteindre un pourcentage important d'électeurs locaux que d'électeurs nationaux. Il y a moins d'électeurs à ce palier, ils sont plus proches, et les médias locaux ont tendance à être plus accessibles et à coûter moins cher. De plus, les citoyens ont tendance à mieux connaître les problèmes et les politiciens locaux, tandis qu'il faut souvent déployer des efforts considérables pour s'informer au sujet des problèmes politiques et des politiciens nationaux. Il est donc plus facile de participer à la politique locale et d'y exercer vraiment un certain poids. Les questions sont plus connues et plus concrètes en politique locale et le point de vue et le vote de chacun comptent davantage.

Deuxièmement, conformément au principe des freins et des contrepoids, le fédéralisme crée de multiples « points d'accès » aux décisions politiques — divers moyens d'exercer une influence politique. Les groupes qui, pour une raison ou une autre, se sentent exclus ou désavantagés à un palier politique peuvent tenter de compenser ce désavantage en participant plus activement à un autre palier.

Les possibilités du fédéralisme d'accroître la participation politique sont extrêmement importantes. Accroître les possibilités d'une participation publique importante est vitale à une époque où de nombreux citoyens se sentent écartés et exclus du système politique. Si les gens deviennent insatisfaits de leur rôle de citoyens, la légitimité et la stabilité des régimes politiques démocratiques peuvent en souffrir.

Mais certains expriment des doutes quant à la capacité réelle du fédéralisme d'accroître les possibilités d'une participation importante. Premièrement, les sous-unités fédérales ne sont pas nécessairement, ni même habituellement, d'envergure locale. Certaines provinces sont très grandes. L'Ontario compte 10 millions d'habitants, par exemple, et est donc plus grande que de nombreux États-nations, notamment le Danemark, la Lettonie ou la Nouvelle-Zélande, et son territoire est plus vaste que ces trois pays mis ensemble. La même observation s'applique au Québec, avec sa population de 6 millions d'habitants et son énorme territoire. Il est beaucoup plus difficile pour un Ontarien ou un Québécois d'essayer de communiquer avec les concitoyens de sa province sur les enjeux politiques qu'il ne l'est pour un Letton ou un Danois de communiquer avec les autres Lettons ou Danois. Aux fins de la communication politique et de la proximité des électeurs et des politiciens, la politique nationale en Lettonie ou au Danemark est nettement plus « locale » que la politique provinciale en Ontario ou au Québec.